

## MÉTHODOLOGIE

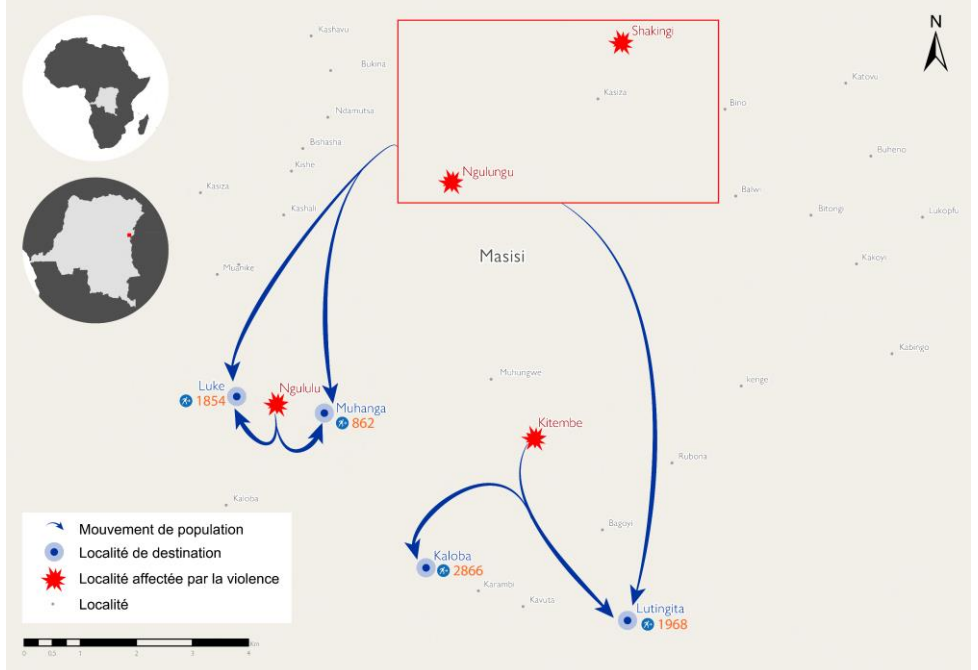
- Evaluation réalisée lors de mission de terrain.
- Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils ERM. Ce rapport présente les résultats des évaluations menées du 21 au 22 Août 2021 dans le secteur Osso Banyungu et la chefferie de Bahunde, territoire de Masisi sur l'axe Rubaya - Katoyi , province du Nord-Kivu.

## RÉSUMÉ DE L'ALERTE #

Depuis le 24 juin, 1 373 ménages composés de 7 550 individus avaient quitté les villages Ngulungu, Kitembe, Shakingi, Muhanga, Ngululu et Kaloba situés respectivement dans les groupements de Nyamaboko, Buabo, Kibabi et Osso dans le secteur Osso Banyungu, territoire de Masisi dans la province du Nord-Kivu. Ces déplacements font suite aux affrontements entre les Forces Armées de la RDC contre les groupes armés présents dans le territoire de Masisi. Ces opérations militaires lancées par le gouvernement provincial du Nord-Kivu, s'inscrivent dans le cadre de l'État de siège proclamé par le chef de l'État. Les populations déplacées ont trouvé refuge dans les villages de Luke, Lutingita à Kinigi Centre, Kaloba et Muhanga (Katobotobo/Mutobo) dans les groupements de Nyamaboko, Kibabi et Bahubo dans la chefferie de Bahunde et dans le Secteur Osso Banyungu, territoire de Masisi dans la province du Nord-Kivu.

## CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

## DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

- 7 550 INDIVIDUS DÉPLACÉS
- 1 373 MÉNAGES DÉPLACÉS
- 5 153 FEMMES DÉPLACÉES
- 2 397 HOMMES DÉPLACÉS
- ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS
- 24 juin 2021 à nos jours

## DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD KIVU
TERRITOIRE	MASISI
CHEFFERIE	SECTEUR OSSO/B ET LA CHEFFERIE BAHUNDE
GROUPEMENT	BUABO, MUPFUNYI/KIBABI, NYAMABOKO I ET KIBABI

## DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

VILLAGE ÉVALUÉ	MÉNAGE	INDIVIDU	HOMME	FEMME	< 5 ANS	LOCALISATION
LUKE	285	1854	640	1214	167	-1,50314129; 28,73027838
LUTINGITA	359	1968	592	1376	297	-1,53908629; 28,79293035
KALOPA	585	2866	889	1977	343	-1,53062883; 28,76063701
MUHANGA	144	862	276	586	103	-1,50580182 ; 28,74432253

## PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

- 1 NOURITURE
- 2 ABRIS
- 3 EHA
- 4 AMES
- 5 PROTECTION

## OBSERVATIONS & ANALYSES

Bien que la crise soit toujours en cours, les mouvements de déplacement se sont ralenti considérablement. Ces personnes déplacées sont arrivées dans les villages LUKE, LUTINGIKA, KALOPA et MUHANGA/KATOBOTOBO où vivaient 16 827 individus avant la crise dont 15 165 autochtones et 1 662 personnes déplacées des vagues précédentes sans aucune assistance humanitaire. Cette crise débuté juin 2021 a occasionné une augmentation de 38% de la population totale. Les nouveaux arrivées ont perdu leurs biens dans leurs villages de provenance principalement à cause des pillages.

Les sources d'eau aménagées ne sont pas disponibles en quantité suffisante pour desservir la population locale ainsi que les déplacés. Sur 13 sources d'eau disponibles, seules deux sont aménagées dans la localité de LUTINGIKA/KINIGI CENTRE. L'accès à l'eau potable est plus difficile depuis l'arrivée de cette nouvelle vague de déplacés. La majorité des sources d'eau se trouvent à une heure de marche sur des sentiers montagneux. L'insuffisance des installations sanitaires conduit la population à pratiquer la défécation à l'air libre et dans les rivières de LUSHI, de KALENGERA, et de KAVALE. La majorité de la population des villages évalués fait ses besoins quotidiens (douche, lessive, vaisselle) dans ces mêmes rivières.

Ces opérations militaires dans le territoire de Masisi, notamment dans les villages du secteur OSSO/B et dans la chefferie de BAUNDE conduisent à plusieurs cas de protection causés par les forces armées en présence, touchant ainsi la population autochtone et déplacée. En effet, selon les informateurs sur place, les civils et les déplacés sont victimes d'exactions telles que des arrestations arbitraires, kidnappings, travaux forcés y compris des meurtres. Ils signalent aussi l'absence des médias pour documenter et informer sur ces incidents de protections. L'inexistence des structures de médiation et de justice dans la communauté d'accueil pousse les populations à recourir aux représailles.

Les personnels de santé et de la nutrition ont signalé 86 cas de malnutrition dont les informations faisaient 23 cas de malnutrition Aigüe Sévère chez les filles de moins de 2 ans, 18 cas chez les filles de plus de 2 ans, 17 cas chez les garçons de moins de 2 ans, 11 cas chez les garçons de plus de 2 ans. De plus 6 cas de malnutrition aigüe modérée ont été signalés chez les filles de moins de 2 ans, 1 cas chez les filles de plus de 2 ans, 3 cas chez les garçons de moins de 2 ans, 5 cas chez les garçons de plus de 2 ans et 2 cas de malnutrition normale parmi lesquels 1 cas chez les garçons de moins de 2 ans et 1 cas chez les garçons de plus de 2 ans. La moitié de la population des villages évalués pratique l'auto-médication par manque des moyens financiers pour se payer les frais médicaux. Le personnel de santé signale 263 cas de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans dont la plupart se trouvent dans les AS de Luke et de Kinigi. Ils signalent aussi 48 cas confirmés, 59 cas suspects de paludisme, parmi la population affectée par la crise, 304 cas confirmés et 322 cas suspects d'infection respiratoire aigüe, 112 cas confirmés de typhoïde, 134 cas suspects de typhoïde, 360 cas suspects de diarrhées aiguës. L'accès aux soins de santé s'avère difficile pour les déplacés nouvellement arrivés notamment à cause de la distance de la structure sanitaire la plus proche pour certains et aux faibles moyens financiers pour d'autres. Plusieurs épidémies signalées dans les villages évalués sont causées par la pollution de l'eau des rivières utilisée par la population.

Il existe des écoles fonctionnelles et gratuites dans les communautés d'accueil, mais le risque de déscolarisation des enfants déplacés reste élevé. D'une part, les écoles des localités où s'installent les déplacés n'ont pas une capacité d'accueil suffisante pour prendre en charge les enfants déplacés. Et d'autre part les familles n'ont pas pu emporter et/ou ont perdu les fournitures scolaires lors du déplacement. Dans le groupement BUABO, on signale plus de six écoles non fonctionnelles à cause des affrontements depuis le début de la crise, notamment, l'EP SHAKINGI, KITEMBE, MUHANGA, RUGARAMA, MUVUMU ET L'INSTITUT MUHANGA.

